

André CHASSAIGNE
Député du Puy-de-Dôme

Vice-présidents

Philippe GOSSELIN
Député de la Manche

Hervé SAULIGNAC
Député de l'Ardèche

Christine Arrighi
Députée de la Haute-Garonne

Vincent LOUAULT
Sénateur d'Indre-et-Loire

Membres

Thibault BAZIN
Député de Meurthe et Moselle

Guy BENARROCHE
Sénateur des Bouches-du-Rhône

Paul-André COLOMBANI
Député Corse-du-Sud

Vincent DESCOEUR
Député du Cantal

Yannick FAVENNEC
Député de la Mayenne

Guillaume GONTARD
Sénateur d'Isère

Amélia LAKRAFI
Députée français établis hors de France

Gérard LESEUL
Député de Seine-Maritime

Olivier MARLEIX
Député d'Eure-et-Loir

Éric MARTINEAU
Députée de Sarthe

Naïma MOUTCHOU
Députée de Val-d'Oise

Mikaele SEO
Députée Wallis-et-Futuna

Aurélien TACHE
Députée de Val-d'Oise

CPID : c/o M. le Député André CHASSAIGNE
- Assemblée Nationale -
126, rue de l'Université
- 75007 PARIS
info@cpid.fr |
www.cpid.fr

**Comité parlementaire pour un Iran démocratique****Un changement de régime en Iran****Clé de la crise au Moyen-Orient**

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a tenu une conférence à Paris le mercredi 27 novembre 2024, avec son Bureau renouvelé et la participation de dizaines de députés et de sénateurs de sensibilités politiques différentes.

Lors de cette conférence, à la Maison de la Chimie, les parlementaires ont appelé la France et l'Union européenne d'adopter une politique ferme à l'égard du régime théocratique et conforme aux aspirations du peuple iranien, et de reconnaître le rôle décisif de la résistance organisée pour établir une république démocratique, laïque et pluraliste en Iran.

Les parlementaires présents ont convenu que depuis le soulèvement de 2022, réprimé dans le sang, mais qui a ébranlé les fondements du régime au pouvoir, la société iranienne continuait de rester dans une situation explosive et la grande majorité de la population, en particulier les femmes et les jeunes, rejetait la dictature misogyne. La solution aux problèmes causés par ce régime dans le monde, dans le domaine de l'armement nucléaire, des missiles balistiques, du bellicisme, de l'exportation du terrorisme, ainsi que dans la répression de sa propre population, ne peut être autre qu'un changement de régime.

L'oratrice principale de cette conférence était Mme Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance, la coalition de l'opposition démocratique iranienne. Dans son discours, elle a expliqué les moyens d'un tel changement et du transfert pacifique du pouvoir aux représentants élus du peuple, en 6 points :

- 1- Une société insurgée avec à son avant-garde les unités de résistance à travers le pays,
- 2- L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), une structure forte d'une longue expérience de lutte contre les deux dictatures du Chah et des mollahs, comptant des milliers de cadres expérimentés,
- 3- Une coalition politique durable (CNRI) comme alternative appropriée avec 43 ans d'expérience de lutte contre la dictature religieuse,
- 4- Soutien étendu des Iraniens à l'intérieur et vaste mobilisation de la diaspora, y compris un large éventail d'experts iraniens,
- 5- Une reconnaissance internationale, y compris le soutien au programme en 10 points du CNRI, dans les déclarations des majorités de 34 parlements, européennes, américaines et arabes, ainsi que de 137 anciens dirigeants à travers le monde.
- 6- La feuille de route dans la passation du pouvoir après le renversement du régime selon le programme du CNRI :
 - La formation d'un gouvernement provisoire pour une durée maximale de 6 mois avec pour mission principale de tenir les élections de l'Assemblée constituante, qui une fois formée, mettra fin à la mission du CNRI.
 - Le transfert du pouvoir aux représentants du peuple dans l'Assemblée constituante pour élire un nouveau gouvernement pour 2 ans afin d'élaborer, d'approuver et de soumettre à référendum la constitution de la nouvelle république.

" Nous ne cherchons pas à conquérir le pouvoir, mais à le transférer au véritable souverain, le peuple iranien" a déclaré Mme Radjavi.

« Depuis cette rentrée parlementaire, le CPID s'élargit au Sénat et en tant que parlementaires de la République française, nous avons une responsabilité particulière. La France a toujours été un phare pour les idéaux de liberté et de résistance contre l'oppression. Nous devons aujourd'hui agir pour désigner le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) comme entité terroriste et exiger des sanctions plus strictes contre les autorités responsables des violations graves des droits humains en Iran. Il est impératif que nous soutenions les aspirations du peuple iranien et reconnaissons son droit naturel à résister contre la dictature religieuse » a déclaré le nouveau président du CPID, André Chassaingne.

Le CPID se réjouit de l'adhésion de nouveaux membres depuis cette nouvelle législature, notamment deux vice-présidents de l'Assemblée et du Sénat.